

Envoyez vos lettres à Solidaire, Bd. M. Lemonnier 171 bte.10, 1000 Bruxelles. La rédaction se réserve le droit d'abréger les lettres.

1 MAI

J'aimerais que Solidaire fasse un article «historique» sur le 1 Mai, qui rappelle comment les ouvriers ont lutté pour la journée des 8 heures. En Amérique, des militants syndicaux ont été pendus devant 250 patrons. En France, en Belgique, en Angleterre... des travailleurs ont été emprisonnés car à l'époque il était interdit de revendiquer la journée des 8 heures. C'était considéré comme un crime. Par cette lutte on a pu abolir le travail des enfants dans les mines par exemple.

Aujourd'hui, on voit que certains ouvriers doivent faire des journées de 10 heures, que des femmes doivent travailler la nuit, que le travail devient de plus en plus flexible.

Aujourd'hui, nous les militants et sympathisants du PTB, pouvons lutter pour la semaine des 32 heures... en vendant des cartes pour notre fête du 1 Mai!

JACKIE M.,
BRUXELLES

LES MAROCAINS PEUVENT-ILS CONDUIRE?

Au mois de mars, mon mari m'a achetée une voiture. Nous nous sommes rendus dans deux grandes compagnies d'assurances pour des renseignements sur le calcul de la prime d'assurance-auto. Les employés nous ont bien reçus et ont bien répondu à nos questions; cependant, puisque j'ai moins de trente ans et que je suis nouvelle conductrice, la prime est très élevée. Alors, nous avons décidé d'aller voir à

la compagnie où nous avions depuis sept ans notre police d'assurance-incendie. Afin de ne pas avoir des assurances partout, nous allions regrouper dans une seule compagnie l'assurance-incendie et l'assurance-auto. Nous avons été reçus par deux employés qui, après avoir vérifié sur un ordinateur si on avait bien une police chez eux, nous ont dit qu'il y avait un problème parce qu'ils travaillent pour une autre compagnie d'assurance qui n'accepte pas les personnes de nationalité marocaine. Nous nous sommes fâchés et nous leur avons répondu que, si maintenant on nous interdit de prendre une assurance-auto où on le voulait, bientôt nous n'aurions plus le droit de conduire. Nous étions très déçus, nous avons ramassé nos papiers et nous sommes allés voir ailleurs.

NOM ET ADRESSE CONNUS
DE LA RÉDACTION

HONGRIE

Le 14 avril 1993, le Parlement de la République Hongroise a modifié la loi n° IV. de 1978 sur le code pénal. Selon cette modification, «toute personne qui diffuse, utilise publiquement, expose publiquement la croix gammée, l'insigne SS, la croix fléchée, l'étoile rouge à cinq pointes ou des emblèmes qui les représentent - si un délit plus grave n'est pas effectué - commet un délit et doit être sanctionné d'une contravention financière».

Le Parti Ouvrier considère cette loi comme inacceptable: 1. L'objectif de cette décision du Parlement hongrois est de discréditer la mentalité de gauche et les traditions du mouvement ouvrier, de justifier l'écartement total de la gauche de la vie politique en Hongrie. 2. Cette loi est unique dans l'Europe de

l'après deuxième guerre mondiale, elle offense les peuples civilisés, les mentalités raisonnables, l'engagement antifasciste. 3. La loi est discriminatoire et concerne uniquement le Parti Ouvrier, étant donné que parmi les insignes cités, seule l'étoile rouge figure dans l'emblème d'un parti officiellement enregistré. C'est pourquoi cette loi peut être un premier pas vers l'interdiction du Parti Ouvrier. Selon la constitution hongroise, la loi entrera en vigueur après sa signature par le président de la République. La Constitution prévoit pour cet acte un délai de cinq à quinze jours, selon que l'affaire est considérée comme urgente ou non.

Chers camarades, au nom des relations traditionnelles entre nos deux partis, nous vous demandons: 1. D'exprimer votre protestation auprès du président de la République hongroise, en lui, demandant de ne pas permettre que la démocratie soit foulée aux pieds. Son adresse: Göncz Árpád, président de la République Hongroise, Kossuth tér 1-3, 1055 Hongrie. 2. D'exprimer votre protestation auprès de l'ambassade de Hongrie dans la forme que vous jugerez adaptée.

GYULA THÜRMEYER
PRÉSIDENT DU PARTI OUVRIER
HONGROIS

PRISONS MAROCAINES

Il y a une année, jour pour jour, s'est ajoutée, avec l'arrestation du militant Noubir Amaoui le 17 avril 1992, un autre cas au registre noir de la répression dans notre pays. A cette triste occasion, nous tenons à renouveler notre totale solidarité avec notre camarade dans son épreuve et ajoutons nos voix à celles de tous les démocrates qui con-

damnent son maintien en détention ainsi que celui de centaines de prisonniers politiques. Étant encore prédominant et se prolongeant dans les rouages du pouvoir, l'état de dépravation et de corruption (...) - qu'ont condamné le militant Amaoui et toutes les consciences vives de notre pays - appelle tous les militants démocrates à renforcer les organisations d'autodéfense des masses et à développer, ainsi, les outils de la société civile afin de déraciner toute forme de suzeraineté et d'oppression de même que tous les maux de notre société, en vue d'instaurer une démocratie authentique.

Nous, soussignés, prisonniers politiques: - Tout en protestant contre la détention du militant Amaoui et de tous les prisonniers d'opinion, - condamnons toutes les tentatives et déclarations visant à porter atteinte à notre identité en tant que prisonniers politiques, - dénonçons l'attitude d'entêtement et d'insouciance des responsables de l'administration pénitentiaire devant nos revendications malgré nos multiples grèves de la faim qui ont gravement marqué notre état de santé, - déclarons la poursuite de notre lutte par une grève de la faim de septante deux heures, à compter d'aujourd'hui, pour faire valoir nos droits et acquis dont les visites directes de nos familles, la poursuite de nos soins à la Faculté de médecine dentaire et la réception du courrier qui nous est destiné.

17 AVRIL 1993
PRISON CENTRALE DE KÉNITRA
LES PRISONNIERS POLITIQUES:
AHMED RIDOUAM, SAÏD TBEL,
AHMED KHYAR



DÉCÈS DE PAUL COOLS

Paul Cools est décédé ce 19 avril. Quatre mois à peine après la mort de son épouse Louisa Droogmans. Les lecteurs de Solidaire connaissaient mieux Paul et Louisa comme les parents du docteur Jan Cools.

Paul et Louisa ont été les piliers de la longue campagne de quinze mois pour la libération de Jan. Leurs démarches, leurs voyages, leurs efforts et toute leur attitude en vue d'obtenir la libération de leur fils sont devenus un témoignage et un engagement de solidarité pour le peuple palestinien. Paul était un instituteur pensionné de Herk-de-Stad (Limbourg). Il a sillonné le pays pour présenter le travail de son fils Jan en Palestine et défendre la cause palestinienne. Mais il s'est également fait voyageur du monde. Du 12 au 15 novembre 1988, il a assisté à Alger en invité d'honneur au fameux Conseil National Palestinien qui a proclamé la création de l'Etat indépendant de Palestine. De nombreux journalistes ont remarqué sa présence, d'autant plus que Paul était le seul à se balader avec son chapeau et sa pipe sous le soleil algérien. En présence du leader palestinien légendaire George Habache, Paul a figuré à la une de l'International Herald Tribune. Ce fut le début d'une véritable campagne médiatique pendant laquelle Paul et Louisa ont su conquérir le cœur de milliers de Belges, de Libanais et de Palestiniens par leur ferme solidarité.

Il y a quatre ans, les lecteurs de Solidaire ont pu rencontrer personnellement les deux parents à la fête du 1er mai du PTB placée sous le signe de l'enlèvement de Jan Cools. Paul et Louisa ont à cette occasion apporté un témoignage émouvant et réconfortant sur l'affaire Jan Cools. «Jusqu'à présent, disait Paul Cools lors de son discours, nous étions surtout engagés dans l'affaire Cools d'une manière émotionnelle. Mais dès aujourd'hui, nous voulons devenir les collègues de l'ambassadeur de l'OLP ici présent. Nous n'hésiterons pas à faire ce qui est en notre pouvoir pour aider les Palestiniens». Des centaines d'affiches arboraient le slogan «1er mai, Jan parmi nous».

Cette année, nous devons fêter le 1er mai en l'absence de Paul et de Louisa.

Paul et Louisa, votre attitude a réconforté tous ceux qui s'engagent pour la cause palestinienne, et tous ceux qui optent pour un engagement au service des opprimés. Au nom de Médecine pour le Tiers Monde et du Parti du Travail, nous vous en remercions. A Jan, à ses frères et sa soeur nous présentons toutes nos condoléances.

LIEVE SEUNTJENS
DIRK VAN DUPPEN

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le Parti du Travail de Belgique est: un parti d'action des ouvriers et des autres travailleurs pour le socialisme. Un parti qui se met entièrement au service de la lutte menée par les travailleurs contre le capitalisme. Un parti qui cherche une voie autonome vers la révolution socialiste en Belgique.

Le congrès de fondation du PTB s'est tenu en 1979. Mais, nous travaillons déjà depuis 1970 sous le nom de TPO-AMADA. Dans cette organisation, se sont réunis des intellectuels qui avaient participé aux luttes de 1968, des communistes qui avaient quitté le Parti «Communiste» de Belgique, des membres de différentes organisations révolutionnaires, des militants de la FGFB et de la CSC.

Nous constituons un parti national qui réunit des travailleurs de Wallonie, de Bruxelles, de Flandre et des travailleurs immigrés.

Contre qui le PTB se bat-il?

Le PTB lutte contre le grand capital: contre les banques, les holdings, les grandes entreprises, les multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et c'est pourquoi l'ensemble de la production et de la société est régi selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation et de la misère, de la réduction de la démocratie et de la répression, de la régression sociale pour les classes travailleuses.

Que veut le PTB?

Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective de tous les travailleurs. L'économie doit être organisée selon une planification nationale et les besoins de la population. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat actuel, la constitution d'un Etat socialiste basé sur l'autogestion des travailleurs; un Etat dans lequel les fonctionnaires supérieurs seront élus et contrôlés par le peuple et dont les activités seront entièrement publiques.

Le PTB veut une armée socialiste et une milice socialiste formées d'ouvriers et d'autres travailleurs, liées au peuple et contrôlées par le peuple. En Belgique, le chemin vers le socialisme devra encore traverser un long processus. Le PTB se prononce pour l'unité d'action sur des points concrets avec tous les partis et toutes les organisations d'ouvriers et de travailleurs.

Le tiers monde

Les puissances impérialistes ont amassé une grande partie de leurs richesses en exploitant et en pillant le tiers monde. Après un recul marqué entre 1975 et 1981, suite à leurs défaites au Vietnam, Kampuchéa et Laos, en Iran, en Ethiopie, au Nicaragua, les Etats-Unis, sous Reagan, ont tout mis en œuvre pour reconquérir le terrain perdu. Dans le cadre de l'OTAN notamment, ils

entraînent les pays européens dans leur politique d'affrontement ouvert avec le tiers monde (Libye, Zaïre, Iran, Nicaragua). Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires du tiers monde qui se battent pour l'indépendance et la démocratie populaire. Les coups qu'ils portent à l'impérialisme, affaiblissent «nos» capitalistes et nous aident à préparer le renversement du système d'exploitation chez nous. Les ouvriers du monde entier ne forment qu'une seule classe et doivent être solidaires entre eux.

Impérialisme signifie guerre

La concurrence entre les trois blocs impérialistes, les Etats-Unis, le Japon et la CEE augmente. L'Europe est de plus en plus sous contrôle de l'Allemagne unifiée qui rêve d'un quatrième Reich: elle est déjà la force dominante de la CEE, elle étend son contrôle sur l'Europe de l'Est et elle gagne du terrain en Union Soviétique. Les trois blocs impérialistes s'unissent dans une politique commune de pillage et d'oppression des peuples du tiers monde. Le danger de guerres impérialistes d'intervention dans le tiers monde s'accroît, comme s'accroît le danger d'interventions européennes, surtout allemandes, en Europe de l'Est. Non au renforcement de l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme

Le PTB mène son combat en s'inspirant de l'expérience historique du mouvement communiste international. La révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine, puis la construction du socialisme dans un seul pays, sous la direction du parti bolchevik et de Staline, ont fait prendre une nouvelle orientation au cours de l'histoire. La révolution chinoise en 1949 a ouvert la voie du développement socialiste dans le tiers monde.

Le Grand Débat

Depuis 1956, Krouchtchev a développé une ligne opportuniste en URSS: attaques sans principe contre Staline, plans fantaisistes sans fondement scientifique, «voie pacifi-

que» vers le socialisme. Sous Brejnev, une politique hégémonique a été mise en œuvre: course aux armements avec les Etats-Unis, politique de la «parité nucléaire», agressions contre la Tchécoslovaquie, le Kampuchéa, l'Afghanistan, ingérences dans les affaires d'autres pays. Sous la pression des problèmes internes, Gorbatchev a mis fin aux aventures militaires extérieures. Sa glasnost a livré les médias officiels aux révisionnistes et aux courants ouvertement de droite ou d'extrême droite. Il a transformé le PC en un parti social-démocrate, instaurant un multipartisme bourgeois. Sa perestroïka a débouché sur une restauration de la libre entreprise capitaliste et du marché libre. Eltsine a parachevé le travail: il a interdit le PC, remis à l'honneur les idées et symboles du tsarisme, divisé l'Union soviétique en républiques bourgeoises indépendantes, les offrant à l'invasion du grand capital occidental.

Le mouvement communiste

Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme, de la solidarité mutuelle, de l'indépendance, de l'autonomie de chaque parti. Le PTB est solidaire des pays qui cherchent leur voie propre pour construire un socialisme authentique. Nous étudions leurs expériences positives et nous apportons des critiques d'une manière fraternelle, sur tout ce qui nous semble faux.

PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE

Secrétariat national
Bd Lemonnier 171, boîte 2
1000 Bruxelles
tél.: 02/513.77.60
fax.: 02/513.98.31
Fonds de soutien:
001-1151486-75
PTB-Bruxelles

solidaire

Rédaction et administration:
Bd M. Lemonnier 171 boîte 10, 1000 Bruxelles.
02/513.66.26 Fax: 02/513.98.31

REDACTION:

Rédacteur en chef: Kris Merckx
Rédacteur en chef adjoint: Georges Moreau
Secrétaire de rédaction: Peter Franssen
Rédacteurs et collaborateurs: Michel Collon, Jo Cottenier, Johnny Coopmans, Boudewijn Deckers, Harrie Dewitte, Riet Dhont, Maggy Doumen, Ward Geens, Thomas Gounet, Kris Hertogen, An Lenaerts, Herwig Lerouge, Ludo Martens, Lucien Materne, Jean Michaux, Michel Mommerency, Dominique Moulin, Dirk Ramboer, Tino Delabie, Mia Van Damme.
Mise en page et réalisation technique: Lucie Dumont, Paul Lever

TARIFS D'ABONNEMENTS

	1 an	6 mois	3 mois
Abonnement normal en Belgique	1600 BEF	850 BEF	425 BEF
Tarif spécial pour étudiants, chômeurs, jeunes (-18 ans), +60 ans (*)	1200 BEF	650 BEF	325 BEF
Abonnement de soutien en Belgique	3000 BEF	1500 BEF	750 BEF
Abonnement Europe	1950 BEF	1000 BEF	550 BEF
	340 FRF	175 FRF	95 FRF
Abonnement en dehors de l'Europe (par avion)	2750 BEF	1400 BEF	750 BEF
	475 FRF	240 FRF	130 FRF
Supplément pour envoi sous enveloppe (**)	200 BEF	100 BEF	50 BEF
	36 FRF	18 FRF	9 FRF

(*) Toujours ajouter une copie de la carte d'étudiant, carte de chômage ou carte d'identité.

(**) Déjà inclus dans l'envoi par avion.

Solidaire-Promotion:

Bd M. Lemonnier 171 boîte 10, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.66.26.
Compte en banque: 001-0728997-21
Compte-chèque postal (pour l'étranger) 000-1666959-14

Editeur responsable:

Marie-Rose Eligijs, Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles